



HAL
open science

Il Mito dello Stato Moderno Nella Fortuna della Ragion di Stato

Vittorio Dini

► **To cite this version:**

Vittorio Dini. Il Mito dello Stato Moderno Nella Fortuna della Ragion di Stato. *Revue de Synthèse*, 2009, 130 (3), pp.447-464. 10.1007/s11873-009-0088-1 . hal-00523670

HAL Id: hal-00523670

<https://hal.science/hal-00523670>

Submitted on 6 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IL MITO DELLO STATO MODERNO NELLA FORTUNA DELLA RAGION DI STATO

Vittorio DINI*

RIASSUNTO: La trattatistica della ragion di Stato ha contribuito a superare il modello ideale dello stato platonico, il modello naturalistico aristotelico, il modello del diritto naturale teologico della « repubblica cristiana ». Insieme al machiavellismo ha conquistato la moderna distinzione tra politica e morale, ha prodotto una realistica pedagogia dell'arte di governare. Costituisce un contributo essenziale all'elaborazione del mito dello Stato moderno, con i suoi caratteri di universalità realmente operante nel disciplinamento sociale e individuale, ma anche con i limiti e le contraddizioni che neppure la forma del mito riesce a nascondere: crisi e guerra (civile e tra le nazioni).

PAROLE CHIAVE: ragion di Stato, mito, arte di governo, crisi, guerra.

LE MYTHE DE L'ÉTAT MODERNE DANS LA RÉCEPTION DE LA RAISON D'ÉTAT

RÉSUMÉ: *Les traités de raison d'État ont contribué à dépasser le modèle idéal de l'État platonicien, le modèle naturaliste aristotélicien, le modèle du droit naturel théologique de la « repubblica christiana ». Avec le machiavélisme, la doctrine de la raison d'État a conquis la distinction moderne entre politique et morale; elle a produit une pédagogie réaliste de l'art de gouverner. Elle constitue une contribution essentielle à l'élaboration du mythe de l'État moderne avec ses aspects universels, opératoires dans le disciplinamento social et individuel, mais aussi avec les limites et les contradictions que même la forme du mythe ne parvient pas à dissimuler: la crise et la guerre (civile et entre les nations).*

MOTS-CLÉS: *raison d'État, mythe, art de gouverner, crise, guerre.*

* Vittorio Dini, né en 1941, est professeur d'histoire de la pensée politique et directeur du département de sociologie de l'université de Salerne. Ses recherches portent sur la sagesse moderne, sur les métamorphoses historiques et conceptuelles de la prudence. Il a notamment publié, avec Giampiero Stabile, *Sagezza e prudenza* (Naples, Liguori, 1983), en collaboration avec Domenico Taranto, *Individualismo, assolutismo e democrazia* (Naples, ESI, 1992) et *Il Governo della prudenza: virtù dei privati e disciplina dei custodi* (Milan, Angeli, 2000). Il a également édité Baltasar Gracián, *Il Politico Don Fernando il Cattolico* (Naples, Bibliopolis, 2003).

Adresse: Università di Salerno, via Ponte don Melillo, I-84 084 Fisciano, Salerno.

Courrier électronique: dini@unisa.it

THE MYTH OF THE MODERN STATE IN THE RECEPTION OF THE REASON OF STATE

ABSTRACT: Treaties on the reason of State have made their contribution in making obsolete the ideal model of the platonian state, the naturalistic Aristotelian model and the theological natural law model of the "respublica christiana". Together with Machiavellism, the doctrine of reason of State has firmly established the modern distinction of politics and morals and has created an authentic pedagogy of the art of government. It represents an intrinsic element of the myth of the modern State, with characters of universality functioning in the social and individual disciplining – despite the limits and the contradictions which even the form of political myth is incapable of concealing: crisis and war (civil and among nations).

KEYWORDS: reason of State, myth, art of government, crisis, war.

DER MYTHOS DES MODERNEN STAATES IN DER REZEPTION DER STAATSRÄSON

ZUSAMMENFASSUNG: Die Lehre von der Staatsräson hat dazu beigetragen, das Idealmodell des platonischen Staates, das aristotelische naturalistische Modell und das theologisch-naturrechtliche Modell der „christlichen Republik“ zu überwinden. Durchtränkt vom Machiavellismus, hat sie die moderne Unterscheidung zwischen Politik und Moral vereinnahmt und eine realistische Pädagogik der Regierungskunst hervorgebracht. Sie stellt einen wesentlichen Beitrag zur Ausarbeitung des Mythos des modernen Staates dar; mit seinen Aspekten des realen und universellen Wirkens in der sozialen und individuellen Disziplinierung, aber auch mit seinen Grenzen und Widersprüchen, die selbst die Form des Mythos nicht verhüllen kann: nämlich Krise und Krieg, sei es Bürgerkrieg oder Krieg zwischen Nationen.

STICHWÖRTER: Staatsräson, Mythos, Regierungskunst, Krise, Krieg.

فيتوريو ديني : أسطورة الدولة الحديثة في تقبل مصلحة الدولة.

ملخص: أدت دراسات مصلحة الدولة إلى تجاوز النموذج المثالي للدولة الأفلاطونية، النموذج الطبيعي الأرسطوطاليسي، ونموذج القانون الطبيعي اللاهوتي المشتق من الجمهورية المسيحية. بفضل الميكانيكية، حقق مذهب مصلحة الدولة تمييزاً حديثاً بين السياسة وعلم الأخلاق، وأنتج بيداغوجية واقعية لفن الحكم الذي يعدُّ بحد ذاته شرطاً للحماية السياسية. لقد قدّم أيضاً مساهمة مهمة في تشكيل أسطورة الدولة الحديثة، بمظاهرها العالمية، والفعّالة في الأدبية الاجتماعية والفردية، ولكن أيضاً بحدودها وتناقضاتها التي لا يقدر حتى وجه الأسطورة على إخفائها، ونقصد بذلك الأزمة والحرب (المدنية وبين الأمم).

الكلمات المفتاحية: مصلحة الدولة، أسطورة، فن الحكم، أزمة، حرب.

国益の出現における近代国家神話の役割

ヴィットリオ・ディニ

要約：国益に関する文書は、プラトン学派の理想モデル国家、アリストテレス学派の自然主義モデル、Respublica christianaの神学自然法モデルなどを超えるのに重要な役割をもっている。マキアベリス思想とともに、国益の理論は政治と道徳の区別をはっきりさせた。この理論により、統治術に関する現実的な教育が現れた。また、その普遍的性質、社会的かつ個人的規律への服従を操作する側面によって、近代国家の神話を作り出す重要な鍵ともなる。しかしながら、この理論が限界、矛盾を抱えているのも事実であり、近代国家神話はいまだに、国内外の危機、戦争を防ぐことができない。

キーワード：国益、神話、統治術、危機、戦争

Texte présenté par Laurie Catteeuw

Les traités de raison d'État des XVI^e et XVII^e siècles ont produit une pédagogie de l'art de gouverner. Réaliste en son fond, cette pédagogie remet en cause nombre de modèles philosophiques et théoriques. De manière paradoxale, elle participa également à l'élaboration du mythe de l'État moderne. Le réalisme de cette paideia coexiste avec la puissance du mythe ; elle en tire force, expressivité et persuasion. Vittorio Dini saisit ici la question de la raison d'État entre réalisme et mythologie ; il la traite à partir d'une réflexion plus large concernant l'aspect mythologique de la notion d'État moderne. Il réactive ainsi l'interrogation de Michel Foucault : l'État ne serait-il pas qu'une « abstraction mythifiée », une « réalité composite »¹ ? En guise de réponse, Vittorio Dini interpelle son lecteur : qu'est-ce que le Léviathan sinon l'une des plus grandes constructions rationnelles orchestrant le récit mythologique des origines du pouvoir moderne ?

Le mythe, le récit fabuleux des origines, ne s'oppose pas au logos. La part mythologique active dans l'écriture de la raison d'État, dans ses narrations, a permis de donner une forme universelle à des expériences particulières de l'existence humaine. Ce faisant, les théoriciens de la raison d'État ont cherché à établir un rapport entre commandement et obéissance, entre légitimité et consensus possédant sa propre rationalité. Le mythe traduit la vérité effective ; il confère à sa particularité une dimension générale tout en conservant le caractère concret du fait qu'il explicite. Il procède ainsi à l'exposition du monde social. La mythologie de la raison d'État ne saurait donc être réduite à l'irrationalité en matière politique. L'État, pour se constituer, devait en même temps posséder les caractéristiques d'un organisme abstrait et s'incarner afin de répondre à des finalités précises. Pour Vittorio Dini, cette simultanéité constitue un élément essentiel de l'élaboration du mythe de l'État moderne.

La notion d'État moderne est ici abordée comme un artefact. Celui-ci, cependant, ne reste pas sans effets concrets sur l'organisation sociale et politique : l'État apparaît comme une structure stable, avec ses nécessités ; son fonctionnement repose sur une éducation des citoyens, des sujets, propre à garantir leur obéissance ; la conservation de l'État dépend de la capacité à discipliner les individus, à instaurer un « disciplinamento » social et individuel. Enfin, cet artefact joue un rôle essentiel dans la constitution puis dans la réception de la notion de raison d'État. Le mythe de l'État moderne préside à la « fortune » de la raison d'État, au « succès » de l'expression. En retour, la « fortune » de la raison d'État apporte une contribution essentielle à la survivance du mythe de l'État moderne. Cet aspect mythologique, toutefois, ne parvient pas à dissimuler les contradictions, les limites les plus probantes de ce modèle : dans un monde en perpétuel changement, imprévisible et incertain, les États modernes sont traversés par des moments de crise comme sont les guerres, civiles ou entre les nations.

En soulignant l'étroite relation qui unit la question de la raison d'État à celle de la conservation et de la sécurité, Vittorio Dini pointe l'actualité du thème. Rappelant le regain d'intérêt dont a fait l'objet, en Europe, la notion de raison d'État, depuis le milieu des années 1970, il s'étonne de la lecture réductrice dont elle pâtit aujourd'hui encore : l'étude du rôle joué par la raison d'État dans la formation de l'État moderne,

¹ Voir infra, p. 458.

dans la définition du rapport entre éthique et politique, dans l'évolution du langage politique ou dans les relations internationales, par exemple, ne semble pas remédier à la vision réductrice de la notion qui prévaut à notre époque. Le « retour » de la raison d'État est marqué par une lecture simplificatrice de l'histoire de la notion. Vittorio Dini s'interroge sur les raisons de cette simplification et se confronte à la grande hétérogénéité des contextes politiques qui président à l'interprétation de cette histoire. Il nous rappelle ainsi, notamment, que Francesco Ercole avait rédigé la notice du terme « raison d'État » dans le *Dizionario di Politica*, publié par le Parti national fasciste. Ercole, peu cité en raison de ses fonctions au sein du régime², ne saurait être évincé de l'histoire de la notion. Il convient donc, nolens volens, d'analyser sa contribution à cette histoire. Ce faisant, Vittorio Dini identifie la « double erreur » commise par Ercole : d'une part, il dresse le portrait d'un « Machiavel nationaliste³ », en cherchant à dissocier le Florentin de la figure du fondateur de la doctrine de la raison d'État ; d'autre part, il réduit la conception de la notion à un principe de dérogation aux normes morales et religieuses. Cette réduction pourtant est historiquement infondée.

Si certains auteurs, comme Scipione Ammirato, ont bien décrit l'exercice de la raison d'État comme un fonctionnement dérogatoire, le domaine recouvert par la notion est bien plus étendu : elle concerne autant la morale que le droit, l'art militaire, la géographie, la statistique, la démographie, etc. Dans ce vaste champ, l'économie tient une place particulière dont l'importance, dans la construction d'un État national unifié, a été soulignée par Max Weber lors de sa leçon inaugurale à l'université de Fribourg : « Pour nous, déclarait-il, l'État national n'est pas quelque chose d'indéterminé que l'on croit placer d'autant plus haut qu'on auréole ce qu'il est d'un flou mystique, mais le pouvoir organisé de la nation en ce monde ; et dans cet État national-là, c'est la "Raison d'État" qui est pour nous l'ultime critère d'évaluation, y compris en matière d'économie politique⁴. » Au fond, la question de la raison d'État, telle qu'elle s'est posée aux *XV^e* et *XVII^e* siècles, a été essentielle pour le développement des sciences de la société.

Rappelant ainsi le lien indissoluble entre la constitution de l'État et la formation des sociétés modernes, il ne s'agit pas tant ici « d'arracher à l'État le secret de ce qu'il est⁵ » que de comprendre la construction du mythe de l'État moderne, ses raisons, ses enjeux. La démarche adoptée par Vittorio Dini touche à l'anthropologie politique et trouve son expression dans la verve nietzschéenne : « L'État [...] ne connaît pas de loi non écrite plus puissante que le fondement mythique [...] qu'il se donne de ses origines [...] ;] l'homme dépossédé du mythe, cet éternel affamé, le voilà au croisement de tous les passés qui creuse et fouille en quête de racines [...]⁶. »

2. Historien et homme politique italien, Francesco Ercole (1884-1945) a enseigné dans plusieurs universités italiennes, notamment à Rome. En 1925, il signa le Manifesto degli intellettuali fascisti rédigé par Giovanni Gentile. Député fasciste, il fut, de 1932 à 1935, ministre de l'Éducation nationale. Pour plus de précision, voir *Dizionario biografico degli Italiani*, Rome, 1993, p. 132-134.

3. En 1924, Benito Mussolini avait publié en Italie une préface au Prince de Machiavel, voir *infra*, p. 452.

4. « L'État national et le politique de l'économie politique », dans Max WEBER, *Œuvres politiques, 1895-1919*, trad. Élisabeth KAUFFMANN, Jean-Philippe MATHIEU et Marie-Ange ROY, introd. Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, Paris, Albin Michel, 2004, p. 111-138 (ici p. 126).

5. La formule est de Michel Foucault, voir *infra*, p. 459.

6. Friedrich NIETZSCHE, *La Naissance de la tragédie*, trad. Michel HAAR, Philippe LACOUÉ-LABARTHE, Jean-Luc NANCY, Paris, Gallimard (Folio, essai), 1977, p. 133.

A partire dagli anni 1970 numerosi convegni, contributi importanti hanno preso in esame la trattatistica della ragion di Stato tra la fine del Cinquecento e la prima metà del Seicento, ed i suoi esiti fino al mondo contemporaneo. La ridefinizione del rapporto tra etica e politica, le analisi della genesi e dello sviluppo dello Stato moderno, la ricostruzione del linguaggio della politica, la semantica storica, l'attenzione verso lo sviluppo storico delle virtù e dei comportamenti, le relazioni internazionali tra gli Stati nazionali e il federalismo, costituiscono insieme motivazioni e ragioni del massiccio ritorno della « ragion di Stato ». E tuttavia è ancora prevalente una lettura riduttiva e semplificata del significato e del ruolo che la ragion di Stato ha rappresentato. Michel Senellart, uno dei maggiori interpreti e acuto lettore della trattatistica e del suo significato nella storia del pensiero politico, ha notato:

« La raison d'État, de nos jours, désigne le principe au nom duquel un pouvoir s'autorise à violer le droit sous le prétexte d'un intérêt supérieur. Acception négative, héritée de la critique de l'absolutisme par les Lumières. Or, loin de se réduire à une simple maxime de transgression du droit, la raison d'État a fait l'objet, à l'âge classique, d'un vaste discours [...]. Ni simple principe d'action, ni à coup sûr concept philosophique, la raison d'État constituait alors un objet théorique complexe, lié à des contextes déterminés, et qui peut-être ne peut s'analyser en dehors d'eux¹. »

A proposito di Botero, Senellart specifica che egli ha inventato la ragion di Stato contro la *raison d'interesse* del principe machiavelliano, ma rompendo con la teoria della sovranità. La ragion di Stato non può dunque essere ridotta né ad un abile calcolo, né alla manifestazione di una volontà superiore: è un sapere tecnico messo in atto dal principe – « *ouvrier de son propre État* », lo definisce Senellart – per accrescere la propria potenza attraverso il comune benessere².

La trattatistica della ragion di Stato si è sviluppata per più di un secolo lungo uno spazio storico politico geografico che copre l'intera Europa. Essa ha contribuito a superare il modello ideale dello Stato platonico, il modello naturalistico aristotelico, il modello del diritto naturale teologico della « *respublica christiana* ». Insieme al machiavellismo (e la sua versione speculare, l'antimachiavellismo) ha conquistato la moderna distinzione (e unità) tra politica e morale. Soprattutto, la trattatistica della ragion di Stato ha prodotto una realistica pedagogia dell'arte di governare, prezioso presupposto della conservazione politica. Anche nello Stato etico hegeliano è presente la ragion di Stato: « [...] la "potenza" dello Stato deve entrare nel concetto di Stato, perché uno Stato senza potenza, semplicemente non è uno Stato³. » Essa si presenta nella forma dello *Machtsstaat*, dello Stato-potenza; che è condizione implicita e necessaria dello Stato etico. Ma nella identificazione di potenza ed etica, al di fuori di essa, non si dà se non il disordine, l'amoralità. Così, proprio nel segno di tale identità, lo storico e politico fascista italiano Francesco Ercole redige una interessante voce « Ragion di

1. SENELLART, 2000, p. 25.

2. SENELLART, 1992, p. 39.

3. CESA, 2003, p. 31.

Stato », per il notevole *Dizionario di Politica del Partito Nazionale Fascista*. Quasi a conclusione dell'ampia voce, Ercole afferma :

« Se, come è senza dubbio vero, il problema della ragion di stato si esaurì con lo Zuccolo, non è perché questi l'abbia comunque risolto o abbia indicato la via per risolverlo, ma perché esso, nato da un equivoco, era, sin dalle origini, un problema mal posto, e perciò intrinsecamente insolubile, e perché, appunto, lo Zuccolo ne confermò, con la sua stessa soluzione, la intrinseca insolubilità, onde fu logico che l'interesse dei pensatori e degli scrittori si volgesse ad altri più fecondi e vitali problemi: del che la conferma più evidente è offerta dalla testimonianza della nostra coscienza politica di uomini moderni, alla quale la formola e il concetto della ragion di stato sono non meno estranei e remoti alla coscienza politica di quel Machiavelli, da cui l'una e l'altro sarebbero originati⁴. »

Ercole commette un duplice errore, che si rivela assai grave e pregiudizievole per l'interpretazione della ragion di Stato e della sua fortuna. Gran parte della voce si diffonde nel generoso tentativo di scagionare Machiavelli dalla *vulgata* della identificazione come padre fondatore della teoria della ragion di Stato, « un profondo e radicale equivoco », nelle parole di Ercole. Ma si tratta peraltro di un Machiavelli tutto nazionalista e statalista⁵, di un politico più che un teorico, rivolto prima d'ogni altra preoccupazione all'unificazione dell'Italia e alla formazione di uno Stato nazionale moderno. E la ragion di Stato è perciò riduttivamente intesa come pura deroga all'osservanza dei precetti della religione e della morale. Ne consegue anche l'errore di valutazione storica del definitivo tramonto della ragion di Stato.

La tesi della ragion di Stato come principio della deroga dai vincoli della morale cristiana ritorna ancora nell'interpretazione contemporanea, in un ambito affatto diverso da quello di Ercole. Nella lettura contestualista, attenta alla ricostruzione del contesto storico in cui si confrontano i linguaggi della politica, in cui si afferma la competizione tra le retoriche dei discorsi politici, Maurizio Viroli nella sua opera, *From Politics to Reason of State. The Acquisition and Transformation of the Language of Politics 1250-1600*⁶, ricostruisce la storia di una rivoluzione, avvenuta nel linguaggio della politica nel corso di una lunga durata, sostanzialmente dimenticata. Viroli mostra, attraverso il ricorso ai testi, come il concetto stesso della politica venga mutando nei secoli presi in esame, fino al « trionfo della ragion di stato⁷ », che sostanzialmente viene individuato nella compiuta accettazione del principio della deroga, della dichiarazione cioè che è pienamente lecito da parte di chi governa deviare dall'osservanza di principi etici e legali a vantaggio del bene collettivo.

L'identificazione della ragion di Stato con la deroga è però falsificata da un'attenta analisi dei discorsi sulla ragion di Stato: presente, e neppure in maniera

4. ERCOLE, 1940, p. 15.

5. Mussolini aveva scritto una prefazione al *Principe* di Machiavelli (Benito Mussolini, « Preludio al Machiavelli », *Gerarchia*, II, 1924, tradotto in francese nell'edizione seguente del *Principe*: Paris, Helleu et Sergent, 1929, p. XI-XXIII).

6. VIROLI, 1992.

7. VIROLI, 1992, ivi 1994, p. 155 *sqq.*

diffusa, in una parte – non certo nella maggioranza – della trattatistica, soprattutto in Scipione Ammirato e pochi altri, tale identificazione svolge una funzione determinata di ridefinizione del rapporto tra religione, morale e politica. Non è un caso che un elemento centrale, soprattutto a partire da Giusto Lipsio, è la distinzione tra la *vera* e la *falsa*, tra la *buona* e la *cattiva* ragion di Stato. Altro, più ampio, è lo spazio della ragion di Stato. « “[Stato è un dominio fermo sopra popoli e ragione di Stato si è] notizia de’ mezzi atti a fondare, conservare o ampliare un dominio”, secondo l’espressione di Botero: vale a dire, *notitia principis*, accumulazione di saperi di ogni tipo finalizzati ad una forma differente di politica; quindi, nuova sistemazione dei saperi di governo: dalla morale alla geografia, dall’urbanistica all’arte militare, dalla demografia alla statistica, all’antropologia all’economia⁸. » E Descendre ha potuto affermare: « [*Botero*] *place la question économique au cœur même de la pensée politique et de la théorie de l’État*⁹. » In realtà, la ragion di Stato si presenta in forma polimorfica, declinabile soltanto al plurale; non è assolutamente riducibile a principio della deroga, come in Ammirato e risulta riduttivo anche il ricondurla al solo ristretto « paradigma conservativo », identificarla cioè con la « ragione d’interesse »:

« Les théoriciens de la raison d’État ont démontré qu’en ce domaine des affaires politiques, la raison ne pouvait être identifiée ni à la raison naturelle, ni à la raison commune, ni à la raison civile, ni même à la raison des doctes. Ayant à témoigner de sa capacité d’adaptation aux situations les plus diverses, en perpétuel mouvement donc, cette raison semble épouser le cours des évolutions et consister en une capacité d’adéquation et de convenance. La polymorphie constitue de ce fait la première caractéristique de la raison d’État qui porte, profondément en son sein, la marque du rapport des hommes au temps et exprime une modalité particulière de ce dernier. Fondamentalement, la raison d’État pose le problème de la maîtrise du temps et de ses conceptions dans l’art de gouverner. C’est à ce titre, semble-t-il, que l’on peut espérer élucider en quoi consiste sa rationalité¹⁰. »

La stessa storia della fortuna della ragion di Stato manifesta quanto sia falsa la riduzione al principio della deroga. Infatti, nel largo uso e nella ripresa novecentesca, a cominciare dalla fondamentale rilettura di Meinecke e di Croce¹¹, assai più ampio e articolato è il raggio di significato che viene attribuito alla categoria. E non soltanto nei termini della lettura e interpretazione storiografica, ma anche, anzi soprattutto, nella chiave di un rinnovamento ed estensione dell’uso teorico-politico del concetto.

8. BORRELLI, 2008, p. 101. Borrelli richiama le altre due grandi opere boteriane, sulla crescita delle città e le *Relazioni universali*, come testimonianze di tale ampiezza e richiama pure il pionieristico saggio di MAGNAGHI, 1906 (un volume di ben 371 pagine), attribuendone la pubblicazione a quella che invece è una recensione di due pagine, nientemeno che di Thorstein VEBLEN in *The American Historical Review*, vol. XIII, n° 4, 1908, p. 854-856 (vedi BORRELLI, 2008, p. 102, n. 11). Ma al riguardo sono ora da vedere, ALBÓNICO, 1992a e 1992b; DESCENDRE, 2003; e i recentissimi CARTA e DESCENDRE, ed., 2008; DESCENDRE, 2009.

9. DESCENDRE, 2003, p. 311.

10. CATTEEUW, 2006, p. 191. Vedi pure CATTEEUW, 2007.

11. MEINECKE, 1924; CROCE, 1929.

Già, nell'idealismo tedesco, in Fichte e in Hegel, c'era stata una rivalutazione di Machiavelli e della ragion di Stato, nella direzione della lettura della nazione e dello Stato come istituzione ad essa legata. Nella stessa direzione del *Machtsstaat* si rivolge Max Weber, in uno scritto tra i più importanti per cogliere il pensiero politico e scientifico del primo Weber. « E lo *Stato nazionale* – afferma Weber – non è per noi qualcosa di indeterminato che si crede di porre tanto in alto quanto più si avvolge la sua essenza in una mistica oscurità, bensì è l'organizzazione di terrena potenza della nazione. E in questo Stato nazionale il criterio ultimo di valore, anche in una considerazione politico-economica, è per noi la “*ragion di Stato*”. Essa non significa, come ritiene un bizzarro fraintendimento, “aiuto da parte dello Stato” anziché “aiutarsi da sé”, regolamentazione statale della vita economica anziché libero gioco delle forze economiche; noi con questa formula vogliamo sostenere l'esigenza che per le questioni della politica economica tedesca – e, tra le altre, anche quella che riguarda se e in che misura lo Stato debba intervenire nella vita economica oppure, al contrario, se e quando lo Stato debba lasciare libere le forze economiche della nazione di dispiegarsi liberamente e abbattere le loro barriere – l'ultima e decisiva risoluzione, in ogni singolo caso, spetti senz'altro agl'interessi di potere economici e politici della nostra nazione e del suo rappresentante vale a dire lo Stato nazionale tedesco¹². » Il Weber maturo, nel decisivo saggio, centrale per cogliere il suo intero pensiero storico-sociale, riprende il tema in maniera ancora più esplicita e definita:

« L'apparato burocratico dello Stato e l'*homo politicus* razionale che ne fa parte, conducono gli affari loro demandati, ivi compresa la punizione dei delitti – quando li gestiscono in modo ideale in accordo con le regole razionali dell'ordinamento amministrativo statale – in modo impersonale proprio come l'*homo oeconomicus*, “senza riguardo alla persona”, *sine ira et studio*, senza odio e quindi senza amore. Precisamente in virtù di questa spersonalizzazione lo Stato burocratico è, sotto vari aspetti, molto più inaccessibile anche se le apparenze sembrano mostrare il contrario, ad una moralizzazione sostanziale, che non gli ordini patriarcali del passato, i quali poggiavano sui doveri personali di *pietas* e sulla concreta valutazione del singolo caso proprio “con riguardo alla persona”. Tutto il corso delle funzioni di politica interna dell'apparato statale, nell'ambito della giustizia e dell'amministrazione, infatti è sempre regolato, nonostante ogni “politica sociale” eticamente motivata, dal pragmatismo oggettivo della ragion di Stato. Lo scopo assoluto di queste funzioni è il mantenimento (o il mutamento) della distribuzione interna ed esterna del potere. Tale scopo in ultima analisi deve apparire privo di senso ad ogni religione universalistica di redenzione. Ciò è sempre stato vero soprattutto per la politica estera. L'appello alla nuda violenza dei mezzi di coercizione non solo nei riguardi dei nemici esterni, ma anche di quelli interni, è essenziale per ogni società politica. Anzi, nella nostra terminologia tale appello alla violenza è ciò che costituisce qualsiasi società politica: lo “Stato” è quell'associazione che rivendica il monopolio dell' *uso legittimo della violenza*, e che non può essere

12. WEBER, 1998, p. 18. Si tratta della Prolusione Accademica all'Università di Friburgo del 1895, « Lo Stato nazionale e la politica economica tedesca », riprodotta nella *Max Weber Gesamtausgabe*, Abt. I, Bd. 4 (2), Tübingen, Mohr, 1993, p. 543-574.

definita in alcuna altra maniera [...]. In tutto ciò, in politica estera quanto in politica interna la ragion di Stato segue quindi le sue leggi immanenti¹³. »

E' completamente visibile in questo passaggio la centralità, nella visione weberiana della politica come esercizio del potere, dello Stato come titolare dell'uso legittimo della forza (intesa come violenza), della politica sociale (*Sozialpolitik*, l'odierno *Welfare*) come appendice etica, non essenziale alla forma spersonalizzata dello Stato, cioè, appunto, la ragion di Stato. Nella stessa direzione del *Machtsstaatsgedanke*¹⁴ si svolge l'analisi di Carl Schmitt: « Lo Stato medievale, come in notevole misura fino ad oggi anche la dottrina anglosassone dello Stato, parte dall'idea che il nocciolo del potere statale stia nella giurisdizione [...]. Lo Stato assoluto che raggiunge la sua forma a partire dal sec. XVI è nato appunto dal crollo e dalla dissoluzione dello Stato di diritto medievale, pluralistico e feudal-corporativo e della sua giurisdizione, e poggia sull'esercito e sulla burocrazia. Esso è perciò essenzialmente uno Stato dell'esecutivo e del governo. La sua *ratio*, la *ratio status*, la ragion di Stato così spesso fraintesa, risiede non in norme contenutistiche, ma nell'effettività, con la quale esso crea una situazione, in cui in genere soltanto le norme possono aver vigenza, poiché lo Stato pone fine alla causa di tutti i disordini e delle guerre civili, alla lotta per ciò che è normativamente giusto. Questo Stato "produce l'ordine pubblico e la sicurezza"¹⁵. »

Ancora in un'angolazione più positiva, verso il federalismo e la politica internazionale, e verso il costituzionalismo sono rivolte altre notevoli riproposizioni della ragion di Stato del Novecento. Così, è innegabile « il nesso organico che esiste tra la teoria della ragion di Stato e il federalismo. La teoria dello Stato federale, in quanto definisce con una precisione che non ha precedenti il confine che separa la guerra dalla pace, l'anarchia dall'ordine internazionale, i rapporti di forza dai rapporti giuridici, la democrazia nazionale dalla democrazia internazionale, costituisce un potente strumento concettuale capace di cogliere la vera natura della politica internazionale¹⁶ ». Ma con una significativa differenza: « [...] occorre rilevare che, fin dalla prima formulazione di questo punto di vista, si può individuare una importante innovazione nella teoria della ragion di Stato. La conoscenza delle leggi della politica è impiegata per controllare lo scontro tra gli Stati. E' messa cioè al servizio della pace invece che della potenza del proprio Stato, secondo un costante orientamento ideologico che culminerà nella dottrina dello Stato-potenza¹⁷. » Carl J. Friedrich ha mostrato tanta attenzione verso il tema da dedicarvi, nel 1956, una serie di lezioni, poi confluite nel volume dal titolo *Constitutional Reason of State*¹⁸. Nel 1974, riprende

13. WEBER, 1995, p. 60. Si tratta di *Zwischenbetrachtung. Theorie der Stufen und Richtungen religiöser Weltabgleichung*, pubblicate in Max WEBER, *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Bd. I, Tübingen, Mohr, 1988, p. 536-573 (ivi, p. 547).

14. La dottrina dello Stato-potenza, di cui sono esponenti maggiori Hegel, Ranke, Treitschke e lo stesso Meinecke. Vedi COLLIOT-THÉLÈNE, 1988; su Weber, COLLIOT-THÉLÈNE, 1990.

15. SCHMITT, 1981, p. 119.

16. LEVI, 1988, p. 23.

17. LEVI, 1988, p. 25.

18. FRIEDRICH, 1957.

quel testo, sostanzialmente riproponendone l'introduzione e le conclusioni, nel saggio « *Constitutional Crisis*¹⁹ ». Definita la dottrina delle ragioni di Stato come « semplicemente una forma specifica del tipo di razionalità che pone i requisiti organizzativi (un codice operativo) al di sopra di un codice morale²⁰ », Friedrich attacca subito l'attualità del tema:

« La ragion di stato costituzionale nella più raffinata versione moderna pone la domanda: come si possono, come si devono affrontare i nemici dichiarati dell'ordine costituzionale, di *qualsiasi* ordine costituzionale, quando tali persone hanno diritto, in quanto cittadini, alla protezione della costituzione? Hanno il diritto di godere dei diritti fondamentali e delle libertà civili²¹? »

Sicurezza e sopravvivenza dello Stato: ecco come si manifesta un grande tema, peraltro ancora di grande attualità nel XXI secolo. E, aggiunge Friedrich, vi sono due buone ragioni per « far rivivere l'antico lessico » della ragion di Stato. Innanzi tutto, « il concetto di ragione di stato aiuta ad affrontare il nocciolo duro della questione, che espressioni quali “difesa costituzionale” e “interesse nazionale” hanno la tendenza ad oscurare. Inoltre, è in termini di ragione di stato che in passato si è discusso della questione, e le riflessioni prosaiche del pensiero politico pre-liberale potrebbero gettare luce sulle nostre difficoltà contemporanee. Secondo questa linea di condotta, dobbiamo però ammettere che la sicurezza interna ed esterna vengono a trovarsi inestricabilmente legate²² ». E conclude: « La ragion di stato costituzionale [...] corrisponde, in ultima analisi, al problema di coordinare in modo sempre più efficiente un “governo delle leggi”²³. »

Sheldon S. Wolin si spinge al punto da scorgere, nel contemporaneo, una *Wohlfahrtsratsräson*, una « connessione politica e teorica tra “ragion di Stato” e “stato del benessere” », come recita il sottotitolo del suo saggio del 1987²⁴. Nella stessa direzione della relazione tra internazionalizzazione dei rapporti tra stati nazionali e democrazia si diffondono, tra gli altri, i saggi di Klaus Dieter Wolf²⁵ e di Miguel Vatter²⁶. Questi importanti tentativi di verificare la permanenza della teoria della ragion di Stato, la sua continuità e attualità, dimostrano la vitalità della categoria e che la sua delimitazione al principio della deroga è infondata storicamente e allo stesso tempo riduttiva per il presente. Affermano che è possibile trovare la ragion di Stato non soltanto nello *Stato-potenza*, ma anche perseguire e riscontrare una ragion di Stato *costituzionale*, una nuova ragion di Stato *democratica e repubblicana*. Questa ricerca trova però un forte limite, se non un ostacolo insormontabile, nella contraddizione sempre più lacerante tra accelerazione del processo di globalizzazione

19. FRIEDRICH, 1974.

20. FRIEDRICH, 1974, ivi 2002, p. 182.

21. FRIEDRICH, 1974, ivi 2002, p. 183.

22. FRIEDRICH, 1974, ivi 2002, p. 184.

23. FRIEDRICH, 1974, ivi 2002, p. 200.

24. WOLIN, 1987.

25. WOLF, 1999.

26. VATTER, 2008.

e crisi di sovranità dello Stato-nazione; con la conseguente difficoltà di conciliare la *multi-level governance* con la democrazia e, ancora, di ridurre la democrazia a pura pratica di procedura contabile.

Inoltre, a testimonianza del fatto che la ragion di Stato non è stata sempre limitata alla deroga, e che anzi c'è stato anche nella storia recente un uso positivo ed esteso della categoria, Walter Benjamin riprende, da un'affermazione di Paul Valéry, l'attribuzione a Baudelaire di una « ragion di stato poetica²⁷ ». In sostanza, ciò che quegli autori della ragion di Stato – « politici²⁸ », come verranno dai loro contemporanei denominati, spesso spregiativamente, insieme all'altro stigma, « machiavellici » – cercano di definire, e di trovarne una intrinseca razionalità, è la nuova « arte del governo »: le modalità di costruzione di un rapporto solido e convincente tra comando e obbedienza, tra legittimità e consenso. In definitiva, il vero intento delle trattatistiche della ragion di Stato è legato essenzialmente alla sua stessa denominazione: il tentativo di definire e promuovere uno Stato razionale, fornire attribuzione stabile e universale all'ordinamento istituzionale e giuridico dell'« arte del governare » propria del moderno. La prima caratteristica di questa forma è chiarita da Gianfranco Miglio, quando riconosce « il ruolo fondamentale che la scuola della “ragion di Stato” ha avuto nel processo di “astrazione” e di “personificazione” dello “Stato”, come entità distinta da chi umanamente la rappresenta²⁹ ». Miglio vede nello Stato il modello della vita associata degli uomini: disciplinamento sociale e individuale, in quanto anche « pedia », educazione, formazione dell'uomo. Esso è forma – specificamente e determinata storicamente – moderna. Perciò egli adotta la dizione « Stato (moderno) », così motivata: « Il sistema politico “Stato” è un fenomeno esclusivamente *moderno*: perciò questo aggettivo è apparso a qualcuno puramente pleonastico. In realtà, la maggior parte di coloro che lo usano (e sono moltissimi) vogliono, più o meno consapevolmente, rilevare che lo “Stato” è il “*sistema politico*” moderno³⁰. » La personificazione dello Stato è una essenziale forma di astrazione: costituisce una base essenziale per renderlo qualcosa di universale, una entità astratta, ontologicamente fondata, molto diversa dal rapporto della singolarità del principe con il suo territorio e i suoi sudditi, come nel caso di Machiavelli. Insieme, e accanto alla formalizzazione giuridico-politica, espressa nella teoria kantiana dello Stato di diritto, e ancora insieme alla formalizzazione della concezione hegeliana dello Stato etico, essa è il fondamento di quella che può apparire una vera e propria ontologia dello Stato. Storicamente, e sociologicamente, essa si esprime nel « *modèle de la transition de l'État dynastique à l'État bureaucratique, de l'État réduit à la maison*

27. McLAUGHLIN, 2007. Il riferimento è al famoso saggio di Paul Valéry, *Situation de Baudelaire* (vedi *Variété I et II* (prima edizione 1924 e 1930), ivi Paris, Gallimard (Folio, Essai), 1998, p. 233), a proposito del quale BENJAMIN, 1962, p. 94, scrive: « E' piuttosto strano parlare di ragion di stato a proposito di un poeta. E implica qualcosa di sintomatico: l'emancipazione dalle “esperienze vissute”. La produzione poetica di Baudelaire è ordinata in funzione di un compito. Egli ha intravisto degli spazi vuoti, in cui ha inserito le sue poesie. Non solo la sua opera si lascia definire storicamente, come ogni altra, ma essa si è voluta e si è intesa così. »

28. DEMONET, 2005, in part. p. 45-46, sull'uso del termine « *politique* » nella ragion di Stato.

29. MIGLIO, 2007, p. 70. Si tratta di un saggio pubblicato per la prima volta nel 1981 in una raccolta di atti di un convegno; poi ripubblicato nel 1988, in una raccolta di saggi dell'autore.

30. MIGLIO, 2007, p. 42-43.

*du roi à l'État constitué comme champ de forces et champ de luttes orientées vers le monopole de la manipulation légitime des biens publics*³¹ ».

Rimane il fatto che la ragion di Stato del Seicento traccia ed elabora una sua personificazione-astrazione: « Nel momento in cui s'affaccia alla storia, lo stato moderno tende a diventare un *superuomo*, astratto e neutralizzante, che svolge la funzione di trascendere i conflitti interni e di produrre stabilità nel proprio territorio, rendendo sudditi (*subiecti*) tutti coloro che in esso vivono. Esso deve armarsi contro gli attacchi esterni e difendere la propria sovranità dalle aggressioni di altri stati parimenti organizzati. Tra gli stati deve poi vigere lo stato di natura, mitigato solamente dal nascente diritto delle genti³². » Michel Foucault conclude su questo punto: « *Après tout, l'État n'est peut-être qu'une réalité composite et une abstraction mythifiée dont l'importance est beaucoup plus réduite qu'on ne le croit*³³. » Hans Blumenberg, confrontando la teoria dello Stato con il concetto di realtà, aveva concluso:

« Le teorie classiche dello Stato hanno una debolezza: il processo di costituzione dello Stato deve condurre in un solo passo decisivo, ad una struttura in sé consolidata. Questa implicita esigenza normativa ha fatto sclerotizzare anche la ricezione della filosofia dello Stato di Montesquieu in una dogmatica della divisione dei poteri e l'ha inquadrata in una serie insieme con altri "progetti di edificazione". Ogni lettura dello *Spirito delle leggi* rivela però che qui non si tratta di descrivere l'emergere dello Stato dalla condizione pre-statuale, ma di portare lo Stato storico, quale è già dato, alla misura della sopportabilità umana [...]. Anche al despota il contatto umano potrebbe imporre di tanto in tanto un freno – così come al mare, che sembra voler inondare la terra, offrono resistenza anche minimi ostacoli sulla riva, dalla ghiaia alle erbe. Voltaire [nelle note a Montesquieu, *Spirito delle leggi*] ha distrutto con tono di scherno questo paragone. Egli osserva laconicamente che ciò che provoca il riflusso del mare non sono le erbe e la ghiaia, ma la legge di gravitazione. Questo scontro di metafore elementari lascia intravedere con terrore come la debolezza costruttiva dell'idea spinga il critico alla più dura intuitività: ciò che assume il tipo dell'evento naturale esclude anche il più piccolo margine della parola e della benevolenza umana. La correzione dell'immagine, il richiamo alla legge di natura sospinge nell'irreale l'idea della moderazione dello Stato³⁴. »

Altri hanno rilevato che lo Stato, fin dalle sue origini moderne, deve allo stesso tempo avere le caratteristiche di un organismo astratto e rispondere a finalità molto concrete, le esigenze dei cittadini. Jacques Ellul affrontando il tema dell'origine dello Stato, segnala la duplicità, dal punto di vista istituzionale, del compito: « *L'État n'est pas une Idée, pas plus que la finalité de l'Histoire! Pour qu'il existe véritablement un*

31. Modello acutamente descritto in BOURDIEU, 1997, p. 55 (2005, p. 37, per la traduzione italiana).

32. STOLLEIS, 1998, p. 8-9.

33. FOUCAULT, 2004a, p. 112 (2005, p. 89, per la traduzione italiana). Si tratta della celebre lezione del 1° febbraio 1978, dedicata alla governamentalità, con l'indicazione che « per la nostra attualità, non è tanto la statalizzazione della società, ma quella che chiamerei la "governamentalizzazione" dello Stato ».

34. BLUMENBERG, 2002, p. 145-146.

État, il faut un autre facteur qui ne paraît pas, lui non plus, brusquement ni spontanément. Il faut des "mains" à cet État "abstrait"! Et ce sera l'administration. Autrement dit, je pourrais soutenir que l'origine de l'État se trouve dans ce double phénomène conjoint: d'un côté un pouvoir dépersonnalisé, de l'autre une administration, cohérente, complexe, efficace et s'étendant à tous les domaines³⁵. » D'altra parte, Foucault affermava con decisione:

« [...] l'État n'a pas d'essence. L'État ce n'est pas un universel, l'État ce n'est pas en lui-même une source autonome de pouvoir. L'État, ce n'est rien d'autre que l'effet, le profil, la découpe mobile d'une perpétuelle étatisation, ou de perpétuelles étatisations, de transactions incessantes qui modifient, qui déplacent, qui bouleversent, qui font glisser insidieusement, peu importe, les sources de financement, les modalités d'investissement, les centres de décision, les formes et les types de contrôle, les rapports entre pouvoirs locaux, autorité centrale, etc. Bref, l'État n'a pas d'entrailles, on le sait bien, non pas simplement en ceci qu'il n'aurait pas de sentiments, ni bons ni mauvais, mais il n'a pas d'entrailles en ce sens qu'il n'a pas d'intérieur. L'État, ce n'est rien d'autre que l'effet mobile d'un régime de gouvernementalités multiples. C'est pourquoi cette angoisse d'État, cette phobie d'État, qui me paraît [être] un des traits caractéristiques de thématiques courantes à notre époque, je propose de l'analyser, ou plutôt de la reprendre et de la tester non pas en essayant d'arracher à l'État le secret de ce qu'il est, comme Marx essayer d'arracher à la marchandise son secret. Il ne s'agit pas d'arracher à l'État son secret, il s'agit de passer à l'extérieur et d'interroger le problème de l'État, de faire l'investigation du problème de l'État à partir des pratiques de gouvernementalité³⁶. »

Astrazione e personificazione: appunto elementi essenziali della elaborazione del mito dello Stato. E, d'altra parte, che cosa è se non un mito la più grande e fortunata costruzione razionale, narrativa, rappresentata anche in immagine, dello Stato moderno: il Leviatano di Hobbes. Come nel caso di Benjamin a proposito della « ragion di stato poetica » attribuita a Baudelaire, può sembrare ancora più strano attribuire al razionalista, al meccanicista Hobbes un ruolo così importante e decisivo nella elaborazione del mito dello Stato. « Hobbes, con il Leviathan, ha costruito un nuovo mito, cercando di trovare nella dottrina cristiana gli elementi costitutivi di una religione pubblicamente autorizzata, in grado di neutralizzare il disordine e la confusione dei contrasti religiosi³⁷ »: « La religione non solo non doveva rappresentare un ostacolo per la vita civile, ma anzi poteva servire da fondamento per l'obbedienza all'autorità sovrana. Il mito del Leviathan rappresenta l'ideologia necessaria al grande progetto utopistico di Hobbes. La sua proposta era di trovare una premessa, autorizzata per convenzione, su cui costruire una società civile, geometricamente ordinata³⁸. » Può apparire strano, addirittura contraddittorio, parlare di mito riguardo alle scritture sulla ragion di Stato.

35. ELLUL, 1992, p. 14.

36. FOUCAULT, 2004b, p. 79 (2005, p. 75, per la traduzione italiana). Ma il brano, pressoché uguale, è anche in « La phobie d'État » dello stesso autore, testo pubblicato in *Libération*, 30 juin 1984.

37. Vedi OAKESHOTT, 1975, p. 150-154.

38. BERTOZZI, 1983, p. 33-34.

In realtà, in questa denominazione ragion di Stato si tende a dare forma universale, di ragione appunto a qualcosa che si è affermato e stabilito nella forma dell'esistenza concreta. Se si guarda più a fondo, il mito non è solo una narrazione, un racconto fantastico, immaginario di una realtà inventata. È, sì, un racconto o un'immagine, ma questa forma è appunto funzionale a rendere l'oggetto il più possibile generale, universale – senza, tuttavia, perdere la concretezza del fatto, della realtà effettiva. I miti, fin dall'alba delle civiltà, e sicuramente dalla Grecia classica, non sono favole, invenzioni puramente fantastiche, bensì narrazioni, componimenti allegorici volti all'interpretazione e esposizione del mondo sociale e storico. Lo segnalava già con felice intuizione Giambattista Vico: « Quindi si fatti caratteri divini o eroici si trovano essere state favole, ovvero favelle vere; e se ne scuoprono l'allegorie, contenenti sensi non già analoghi ma univoci, non filosofici ma storici di tali tempi de' popoli della Grecia³⁹. »

Per il mito, in verità, si è verificato un fenomeno analogo a quanto avvenuto per la categoria di *ragion di Stato*. L'uso politico, ideologico, del mito da parte del nazional-socialismo in Germania – il mito della razza, il mito ariano, il mito di « *Blut und Boden* » (terra e sangue) – ha coinvolto l'intero concetto di mito in una spregiativa, assoluta svalutazione. Neppure l'acuta distinzione, introdotta dal grande mitologo Karl Kerényi, tra *mito genuino* e *mito tecnicizzato*⁴⁰ è riuscita a salvaguardare il mito dalla sua identificazione con la totale irrazionalità, con la pura creazione fantastica e strumentale ad una utilizzazione politica e alla costruzione e manipolazione del consenso. Anche la poderosa analisi di Ernst Cassirer, *The Myth of State*⁴¹, l'ultima sua opera scritta per spiegare il totalitarismo, ha contribuito, proprio per questa sua finalità, e a dispetto del suo intento più profondo e del metodo dell'autore, filosofo e storico delle forme simboliche, alla lettura riduttiva del mito. Sorte analoga è toccata pure ad un altro testo fondamentale di critica del totalitarismo, la *Dialettica dell'Illuminismo* di Horkheimer e Adorno. La loro critica del rapporto dell'Illuminismo con il mito è spesso scambiata per una critica distruttiva del mito. Remo Bodei sintetizzando il pensiero di Horkheimer e Adorno afferma: « L'errore dell'Illuminismo (in termini storici) – o della ragione illuminata, *aufgeklärte*, è, da Odisseo in poi, quello di combattere contemporaneamente la natura e il mito. Si deve invece accettare di buon grado che dentro la razionalità stessa, convivente con essa, vi sia spazio ospitale per il riconoscimento del nostro indissolubile nesso con la natura, del nostro appartenere ad essa e del fatto che il "racconto", il *mythos*, non contrasta con il *logos*⁴². » Il « mito non è un'utopia », sostiene Carl Schmitt, dopo aver affermato: « Ogni interpretazione razionalistica falsificherebbe l'immediatezza della vita⁴³. » Tanto meno il mito politico, nella sua permanente e tuttora attuale espressione storica, può sottrarsi a questa dimensione

39. VICO, 1744, ivi 1977, p. 115.

40. Vedi JESI, 1978, p. 648: « [...] la distinzione di K. Kerényi fra mito genuino e mito tecnicizzato: cioè fra miti che scaturiscono spontaneamente dalla psiche, e miti (o pseudo-miti) formulati dagli uomini per raggiungere con essi, con la loro forza di suggestione, con le parvenze di legittimità irrazionale da essi fornite, determinati obiettivi. » Jesi ha prodotto, collocandosi criticamente sulla scia dello stesso Kerényi, un'intensa e ampia – nonostante la breve vita – analisi della mitologia in tutta la sua estensione storica, teorica e politica; per tutti, vedi JESI, 2008.

41. CASSIRER, 1946.

42. BODEI, 1998, p. 15.

43. SCHMITT, 2007, p. 18.

che tiene insieme realtà concreta in forma universale e vita vissuta⁴⁴. Ne è una prova il fatto che Wolin dedica il primo capitolo del suo recente volume, *Democracy Incorporated*, a « *Myth in the Making* », dedicato alla « realtà virtuale », come lui definisce quella costituita dopo l'attentato alle Torri Gemelle dell'11 settembre 2001⁴⁵.

Nella *Nascità della tragedia*, Friedrich Nietzsche, con una delle sue geniali, folgoranti intuizioni, aveva già fatto la diagnosi seguente:

« Le immagini del mito devono essere i democratici custodi, inosservati e onnipresenti, sotto la cui vigilanza cresce l'anima giovane, e dai cui segni l'uomo interpreta la propria vita e le proprie lotte: e perfino lo Stato non conosce leggi non scritte che siano più potenti del fondamento mitico, il quale garantisce la sua connessione con la religione, il suo crescere da rappresentazioni mitiche. »

« Si ponga ora accanto a ciò l'uomo astratto, senza la guida di miti, l'educazione astratta, il costume astratto, il diritto astratto, lo Stato astratto; ci si rappresenti il vagare senza regola della fantasia artistica, non frenata da nessun mito patrio; ci si immagini una cultura che non abbia nessuna sede originaria fissa e sacra ma che sia condannata a esaurire tutte le possibilità e a nutrirsi affannosamente di tutte le culture – ecco il presente, come risultato di quel socratismo rivolto alla distruzione del mito⁴⁶. »

Alberto Savinio, notevole scrittore e pittore, fratello del più celebre Giorgio De Chirico, ha descritto bene le ragioni della presa di questo mito, perché esso ha riscosso e tuttora, nonostante i tanti conclamati segnali di crisi, continua a riscuotere:

« Lo Stato porta la confessione di sé nel suo proprio nome. Stato, prima di essere lo Stato, è il participio passato del verbo essere, cioè a dire di un verbo che significa cessare dal moto, fermarsi, rimanere. Non solo in italiano, ma in più lingue, e come significato in tutte. Questa la ragione profonda dello Stato e assieme la sua fortuna. Questa la ragione perché lo Stato è rispettato, perché ispira fiducia, perché è tenuto per l'appoggio più valido della società. Questa la ragione perché lo Stato rappresenta il centro necessario di ogni organizzazione civile. Perché lo Stato promette all'uomo quello che l'uomo desidera e la vita non gli dà, ossia una condizione stabile, ferma, immutabile, e dunque del tutto diversa dalla condizione naturale della vita che è l'instabilità, la transitorietà, la mutabilità⁴⁷. »

La ragion di Stato, sia nella trattatistica dell'età moderna, sia nelle sue proiezioni moderne e contemporanee, ha fornito un contributo essenziale e decisivo all'elaborazione del mito dello Stato moderno, di una struttura storica concreta e istituzionale-formale, con i suoi caratteri di necessità logica e di universalità realmente operante nel disciplinamento sociale e individuale; ma anche con i limiti e le contraddizioni che neppure la forma del mito riesce a nascondere. « L'idea astratta e personalizzata

44. Un'ampia disamina, con relativa bibliografia, in COFRANCESCO, 1996.

45. WOLIN, 2008, p. 4-14.

46. NIETZSCHE, 1972, p. 151-152.

47. SAVINIO, 1947, ivi 1977, p. 91.

dello Stato è il capolavoro del pensiero politico occidentale, ma anche la più sofisticata delle finzioni dietro cui, da sempre, gli uomini che compongono la classe politica sono costretti a celarsi⁴⁸. » Ne consegue una contraddizione acuta tra la forma universale – idee, fantasmi, maschere – e la concreta espressione, rappresentata dai politici, dalla classe politica. Da questa contraddizione derivano crisi e guerra (civile e tra le nazioni), condizione permanente e ciclica dell'esistenza dello Stato, aggravata, ai giorni nostri, dai processi di mondializzazione. La stabilità, che lo Stato promette e che corrisponde ai desideri dei cittadini, è sempre più frequentemente messa in questione e, all'opposto, tutto è sempre mutevole, imprevedibile e caduco. Di questo e dei suoi esiti prossimi e futuri, ci si dovrà occupare: compito urgente e assolutamente prioritario.

REFERENZE

- ALBÓNICO (Aldo), 1992a, *Il Mondo americano di Giovanni Botero. Con una selezione dalle Epistole e dalle Relazioni universali*, Roma, Bulzoni.
- ALBÓNICO (A.), 1992b, « *Le Relazioni universali* di Giovanni Botero », in BALDINI (Artemio Enzo), ed., *Botero e la Ragion di Stato, Atti del convegno in memoria di Luigi Firpo (Torino, 8-10 marzo 1990)*, Firenze, Olschki (Fondazione Luigi Firpo/Centro di studi sul pensiero politico, Studi e testi, 1), p. 167-184.
- BENJAMIN (Walter), 1962, *Angelus novus. Saggi e frammenti*, ed. Renato SOLMI, Torino, Einaudi.
- BERTOZZI (Marco), 1983, *Thomas Hobbes. L'enigma del Leviatano*, Bologna, Bovolenta.
- BLUMENBERG (Hans), 2002, « Concetto di realtà e teoria dello Stato » (prima ed. 1968-1969), reed. in ACCARINO (Bruno), *Daedalus. Le digressioni del male da Kant a Blumenberg*, Milano, Mimesis, p. 123-146.
- BODEI (Remo), 1998, « Le ombre della ragione. L'emancipazione come mito? », *Nuova corrente*, n° 121-122, p. 9-118.
- BORRELLI (Gianfranco), 2008, « Machiavelli e gli scrittori della ragion di Stato: dialogando con Foucault », in BIANCHI (Lorenzo) e POSTIGLIOLA (Alberto), ed., *Dopo Machiavelli/Après Machiavel*, Napoli, Liguori, p. 91-109.
- BOURDIEU (Pierre), 1997, « De la maison du Roi à la raison d'État. Un modèle de la genèse du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 118, p. 55-68; « Dalla casa del re alla ragion di Stato. Un modello della genesi del campo burocratico », in WACQUANT (Loïc), ed., *Le Astuzie del potere. Pierre Bourdieu e la politica democratica*, Verona, Ombre corte, 2005, p. 37-62.
- CARTA (Paolo) e DESCENDRE (Romain), ed., 2008, *Géographie et politique au début de l'âge moderne*, numero speciale della rivista *Laboratoire italien*, n° 8.
- CASSIRER (Ernst), 1946, *The Myth of State*, New Haven, Yale University Press; *Il Mito dello Stato*, trad. it. Camillo PELLIZZI, Milano, Longanesi, 1950.
- CATTEEUW (Laurie), 2006, « La polymorphie de la raison d'État », *Revue de synthèse*, n° 1, p. 185-197.
- CATTEEUW (L.), 2007, « La modernité de la raison d'État et le masque du temps », *Revue de synthèse*, n° 3-4, p. 369-394.
- CESA (Claudio), 2003, *Filosofia della storia e politica*, in CHIODI (Giulio M.), MARINI (Giuliano) e GATTI (Roberto), ed., *La Filosofia politica di Hegel*, Milano, Franco Angeli, p. 15-37.

48. SCHIERA, 2007, p. 28-29.

- COFRANCESCO (Dino), 1996, « Politica e mito », in *Enciclopedia delle scienze sociali*, Roma, Istituto dell'Enciclopedia italiana, vol. IV, p. 647-653.
- COLLIOT-THÉLÈNE (Catherine), 1988, « Les origines de la théorie du *Machtsstaat* », *Philosophie*, n° 20, p. 24-47.
- COLLIOT-THÉLÈNE (C.), 1990, *Max Weber et l'histoire*, Paris, Presses universitaires de France.
- CROCE (Benedetto), 1929, « Theorie della morale e della politica. La "ragion di Stato" », in Id., *Storia del'età barocca in Italia*, Bari, Laterza, reed. Milano, Adelphi, 1993, p. 101-133.
- DEMONET (Marie-Luce), 2005, « Quelques avatars du mot "politique" (XVI^e-XVII^e siècles) », *Langage & société*, vol. 113, n° 3, p. 33-61.
- DESCENDRE (Romain), 2003, « Raison d'État, puissance et économie. Le mercantilisme de Giovanni Botero », *Revue de métaphysique et de morale*, vol. 39, n° 3, p. 311-321.
- DESCENDRE (R.), 2009, *L'État du monde: Giovanni Botero entre raison d'État et géopolitique*, Genève, Droz.
- ELLUL (Jacques), 1992, « Remarques sur les origines de l'État », *Droits. Revue française de théorie juridique*, n° 15, p. 11-17.
- ERCOLE (Francesco), 1940, « Ragion di Stato », in *Dizionario di politica del Partito Nazionale Fascista*, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, vol. IV, p. 9-15.
- FOUCAULT (Michel), 2004a, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France 1977-1978*, éd. Michel SENELLART, dir. François EWALD et Alessandro FONTANA, Paris, Le Seuil/Gallimard (Hautes études); *Sicurezza, territorio, popolazione*, trad. it. Paolo NAPOLI, Milano, Feltrinelli, 2005.
- FOUCAULT (M.), 2004b, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, éd. Michel SENELLART, dir. François EWALD et Alessandro FONTANA, Paris, Le Seuil/Gallimard (Hautes études); *Nascita della biopolitica*, trad. it. Mauro BERTANI e Valeria ZINI, Milano, Feltrinelli, 2005.
- FRIEDRICH (Carl J.), 1957, *Constitutional Reason of State*, Providence (Rhode Island), Brown University Press.
- FRIEDRICH (C. J.), 1974, « Constitutional Crisis », in Id., *Limited Government*, Englewoowd Cliffs, Prentice Hall, p. 84-99; « La crisi costituzionale », in Id., *L'Uomo, la comunità, l'ordine politico*, ed. Sofia VENTURA, Bologna, Il Mulino, 2002, p. 181-200.
- HORKHEIMER (Max) e ADORNO (Theodor W.), 1947, *Dialektik der Aufklärung. Philosophische Fragmente*, Amsterdam; *Dialettica dell'Illuminismo*, trad. it. Lionello VINCI, Torino, Einaudi, 1966.
- JESI (Furio), 1978, « Mito », in *Enciclopedia europea Garzanti*, Milano, Garzanti, vol. VII, p. 646-649.
- JESI (F.), 2008, *Mito*, ed. Giulio SCHIAVONI, Torino, Nino Aragno Editore.
- LEVI (Lucio), 1988, « Il "Federalist" e la ragion di Stato », *Il Pensiero Politico*, n° 1, p. 5-25.
- MAGNAGHI (Alberto), 1906, *Le Relazioni universali di Giovanni Botero e le origini della statistica e dell'antropogeografia*, Torino, Clausen.
- MCLAUGHLIN (Kevin), 2007, « On Poetic Reason of State: Benjamin, Baudelaire and the Multitudes », *Partita Answers*, n° 5, fasc. 2, p. 247-265.
- MEINECKE (Friedrich), 1924, *Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte*, reed. Walther HOFER, Munich, Oldenbourg, 1960; *L'idea della ragion di Stato nella storia moderna*, trad. it. D. SCOLARI, Firenze, Vallecchi, 1944.
- MIGLIO (Gianfranco), 2007, *Genesi e trasformazione del termine-concetto « Stato »*, ed. Pierangelo SCHIERA, Brescia, Morcelliana.
- NIETZSCHE (Friedrich), 1972, *La Nascita della tragedia*, in Id., *Opere complete*, ed. Giorgio COLLI, Mazzino MONTINARI e Sossio GIAMETTA, Milano, vol. III-1, p. 17-163.

- OAKESHOTT (Michael), 1975, *Hobbes on Civil Association*, Oxford, Basil Blackwell.
- SAVINIO (Alberto), 1947, « Lo Stato », nuova ed. in *Sorte dell'Europa*, Milano, Adelphi, 1977, p. 91-107.
- SCHIERA (Pierangelo), 2007, « Il problema dello "stato" e della sua "modernità". Gianfranco Miglio dalla storia alla scienza politica », vedi MIGLIO, 2007, saggio introduttivo, p. 5-38.
- SCHMITT (Carl), 1981, *Il Custode della costituzione* (prima ed. 1931), trad. it. Antonio CARACCILO, Milano, Giuffrè.
- SCHMITT (C.), 2007, « La teoria politica del mito (1923) », in *Posizioni e concetti in lotta con Weimar-Ginevra-Versailles, 1923-1939*, trad. it. Antonio CARACCILO, Milano, Giuffrè, p. 11-25.
- SENELLART (Michel), 1989, *Machiavélisme et raison d'État*, Paris, Presses universitaires de France.
- SENELLART (M.), 1992, « La raison d'État antimachiavélienne. Essai de problématisation », in LAZZERI (Christian) et REYNIÉ (Dominique), dir., *La Raison d'État: politique et rationalité*, Paris, Presses universitaires de France, p. 15-42.
- SENELLART (M.), 1995, *Les Arts de gouverner. Du regimen médiéval au concept de gouvernement*, Paris, Le Seuil.
- SENELLART (M.), 2000, « La raison d'État: théorie de l'exception ou prudence gouvernementale? », in PASQUINO (Pasquale) et MANIN (Bernard), éd., *La Théorie politique-constitutionnelle du gouvernement d'exception*, Paris, Les Cahiers du CREA/École polytechnique, p. 25-48.
- STOLLEIS (Michael), 1998, « Prefazione all'edizione italiana », in ID., *Stato e ragion di stato nella prima età moderna*, trad. it. Serenella IOVINO e Christiane SCHULTZ, Bologna, Il Mulino, p. 7-10.
- VATTER (Miguel), 2008, « The Idea of Public Reason and the Reason of State: Schmitt and Rawls on the Political », *Political Theory*, vol. 36, n° 2, p. 239-271.
- VICO (Giambattista), 1744, *La Scienza nuova*, ed. Paolo ROSSI, Milano, Rizzoli, 1977.
- VIROLI (Maurizio), 1992, *From Politics to Reason of State. The Acquisition and Transformation of the Language of Politics 1250-1600*, Cambridge, Cambridge University Press (Ideas in context); *Dalla politica alla ragion di Stato. La scienza del governo tra XIII e XVII secolo*, Roma, Donzelli, 1994.
- WEBER (Max), 1995, *Considerazioni intermedie. Il destino dell'Occidente*, trad. it. Alessandro FERRARA, Roma, Armando.
- WEBER (M.), 1998, « Lo Stato nazionale e la politica economica tedesca », trad. it. Alfonso VARIOLATO e Enrico FONGARO, in ID., *Scritti politici*, introd. Angelo BOLAFFI, Roma, Donzelli, p. 3-28.
- WOLF (Klaus Dieter), 1999, « The New *raison d'État* as a Problem for Democracy in World Society », *European Journal of International Relations*, n° 5, fasc. 3, p. 333-363.
- WOLIN (Sheldon S.), 1987, « Democracy and the Welfare State: The Political and Theoretical Connections between *Staatsräson* and *Wohlfahrtstaatsräson* », *Political Theory*, vol. 15, n° 4, p. 467-500, poi in WOLIN, 1989, p. 151-179.
- WOLIN (S. S.), 1989, *Present of the Past. Essays in the State and the Constitution*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- WOLIN (S. S.), 2008, *Democracy incorporated. Managed Democracy and the Spectre of Inverted Totalitarianism*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.